

Ils formèrent enfin un comité de grève de sept membres qui, à l'invitation des camarades Rogert Gillon et Herman, se rendit au comité d'usine du 22-12 qui refusa de les recevoir.

A ce moment pourtant ils avaient remporté leur premier succès car le mot d'ordre de grève générale avait été lancé par leur régionale.

Les soi-disant « comités de grève » formés par la F.G.T.B. et qui commencèrent à fonctionner le 22 ne furent jamais que des bureaux chargés du recrutement des piquets de grève et de la répartition de leurs tâches. Les travailleurs n'y furent jamais consultés mais affectés, par petits groupes, à des besognes sans importance (vente de journaux, fermetures de magasin).

Il n'y eut pas d'assemblées de grévistes mais seulement quelques concentrations où personne n'avait le droit de parole. A celle des Béguines notamment, où pour la première fois le camarade Schugens prêcha le fédéralisme, la garde personnelle de M. Verheyden empêcha par la force plusieurs interpellations.

A la concentration d'Yvoz-Ramet et au meeting monstre de Liège, A. Renard rejetta la marche sur Bruxelles et préconisa l'abandon de l'outil qui n'eut jamais lieu.

Entre temps, les délégués F.G.T.B. occupaient la Maison du Peuple de Seraing « manu militari » (il fallait être délégué pour y avoir accès), M. Verheyden interdit aux J.G.S. d'y organiser une réunion d'information et sa garde prétorienne y passa un J.G.S. à tabac.

Cependant, la grève se résorbait petit à petit et, sans consulter les grévistes, un congrès régional décida la reprise pour le 23-1.

De rares assemblées eurent lieu à l'initiative de quelques délégués puis plus rien.

Enfin, vers le 20 février, des assemblées se tinrent dans tous les secteurs pour demander au personnel de Cockerill-Ougrée de ratifier les décisions prises en leur nom par M. Verheyden, à savoir la très vague réforme de structures syndicales et la très précise augmentation des cotisations.

Aucun bulletin de victoire n'était publié tandis que le gouvernement lézardé, replâtré, s'effondrait et que la loi unique passait pratiquement au rayon des souvenirs.

Deux mois après le début du conflit, un mois après sa fin, nous pouvons, à tête reposée, dégager certaines conclusions.

a) La proposition d'André Renard rejetée au C.N. le 16 décembre était en deça de ce que voulaient les travailleurs : la grève au finish avant le vote de la loi unique. Ils craignaient en effet le scénario suivant : vote de la loi unique, grève de protestation, chute du gouvernement, alliance P.S.C.-P.S.B., application de la loi unique.

b) La divergence entre la position d'A. Renard et celle des travailleurs provient du manque de démocratie qu'il impose au sein du syndicat et de la profondeur du fossé qui le sépare de la base.

c) L'échec des délégués d'entreprise défenseurs par « discipline syndicale » de la résolution du 16 décembre provient de la méfiance née du manque de démocratie (les travailleurs ne sont jamais consultés, les élections syndicales n'ont jamais été démocratiques et celles de juin 1960 ont même été annulées purement et simplement, suite à un accord entre organisations patronales et syndicales). D'autre part, leurs arguments (ne pas partir à l'anarchie, partir en discipline, un mouvement puissant et ordonné) ont été usés en d'autres occasions (relèvements du plafond de la Sécurité sociale, affaires

La démoralisation qui a suivi la grève du Borinage de février 1959 a déjà amené dans cette région un recul massif des positions socialistes (perte de 17 % des suffrages) et surtout l'élection d'un candidat « indépendant » connu pour ses sympathies d'extrême-droite. Cette démoralisation des travailleurs dans une région industrielle en cours de liquidation totale, ne semble pas inquiéter outre mesure les sociaux-démocrates du reste du pays, mais elle représente un signe alarmant. Une collaboration gouvernementale sans programme solide de réformes de structures économiques risque fort de créer dans la classe ouvrière d'autres régions une espèce de démoralisation analogue. Ce phénomène serait d'autant plus grave que ce gouvernement, si Renard l'appuie, serait pour la première fois depuis la guerre un gouvernement sans opposition syndicale.

Si la droite socialiste avide de portefeuilles ministériels prépare ainsi une certaine démoralisation de la classe ouvrière et des perspectives « gaullistes » en Belgique, il est cependant probable que très vite des éléments de gauche dans le P.S. et la F.G.T. comprendront la menace et réagiront. La méfiance actuelle des travailleurs d'avant-garde, à Liège et ailleurs à l'égard de toute combinaison ministérielle de ce genre est d'ailleurs un signe certain de confiance qui permet de penser que la trahison nouvelle que préparent les sociaux-démocrates belges n'aboutira qu'à renforcer de façon décisive d'ici quelques mois la puissance du courant d'opposition de gauche à l'intérieur de ce parti.

31 mars 1961.

Philippe VAN DAMME

des médecins, grèves du borinage, etc.), occasions qui laissèrent les organisations syndicales sans réaction.

d) Devant la puissance de l'irrésistible mouvement d'opposition à la loi unique, les dirigeants syndicaux prirent peur. Pour « sauver leurs places », ils devaient absolument reprendre le contrôle de la masse et éliminer l'aile gauche syndicale.

Ils parvinrent au premier résultat en retardant les réunions de grévistes et en s'y réservant le droit de parole par tous les moyens.

Pour atteindre le second, il fallait faire échouer la grève et pouvoir ainsi transformer les meneurs du 20 décembre en boucs émissaires.

Comme la division était la seule arme capable de venir à bout de la grève, ils prêchèrent le fédéralisme, sortirent des drapeaux wallons, chantèrent la « Marseillaise » et ouvrirent une brèche dans le front ouvrier.

L'intervention intempestive de M. Van Acker fit le reste.

e) Leur tentative ayant toutefois échoué par suite de l'opiniâtreté des grévistes, ils essayèrent d'endormir la masse et de reprendre leur jeu de toujours (compromissions avec les patrons, refus d'assemblées générales, mensonges).

f) Il n'y a qu'une solution au malaise actuel : le retour à la démocratie telle que la prévoient les statuts :

— Souveraineté de la base en toutes circonstances.

— Elections régulières (avec appel aux candidatures et pool préalable).

Cette solution éliminerait impitoyablement toutes les brebis galeuses, et tous les entremetteurs.

Cette solution donnerait seule un syndicat propre et puissant prêt à de nouvelles conquêtes.

Un groupe d'ouvriers de Cockerill-Ougrée.